



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## SOUS-PREFECTURE D'ARLES

CABINET  
BUREAU DES ASSOCIATIONS  
16 RUE DE LA BASTILLE  
13637 ARLES CEDEX  
04 90 52 55 74

Le numéro W132001942  
est à rappeler dans toute  
correspondance

### Récépissé de Déclaration de MODIFICATION

de l'association n° W132001942

Ancienne référence  
de l'association  
0132008308

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

### LE SOUS-PREFET D'ARLES

donne récépissé à **Madame la Présidente**

d'une déclaration en date du : **18 mars 2014**

faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

**SIEGE**

dans l'association dont le titre est :

### LES AMIS DE T'ES IN T'ES BAT

dont le nouveau siège social est situé : Maison des associations  
3 boulevard des Lices  
13200 Arles

Décision(s) prise(s) le(s) : **05 mars 2014**

Pièces fournies : Procès-verbal  
Statuts

Arles, le 18 mars 2014

Pour le Sous-préfet d'Arles



L'attachée,  
Chef de Bureau

*Artelle BICHERON*  
**Artelle BICHERON**

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5, 6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés. Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère